ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 25 août 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 110, § 4, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales", a donné le 5 janvier 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 augustus 1997 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 110, § 4, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen", heeft op 5 januari 1998 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Préambule

Il convient de remplacer l'alinéa 4 par les alinéas suivants :

"Vu la délibération du Conseil des ministres du 26 juillet 1997, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 5 janvier 1998, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Dispositif

Remarques générales

Les articles et les paragraphes sont numérotés en chiffres arabes : dans le texte français, le premier article et le premier paragraphe en chiffre ordinal (1er).

Dans le corps des dispositions, les adjectifs numériques ordinaux s'écrivent en toute lettre (quinzième, dixième, etc...).

Article 1er

La division en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun des paragraphes ne contient qu'un alinéa. Toutefois, pour une meilleure compréhension du texte, il est suggéré de rassembler respectivement les paragraphes 2 et 4 et les paragraphes 3 et 5 dans un seul paragraphe. Dès lors, ne subsisteraient plus que trois paragraphes.

A. Le paragraphe 1er appelle les observations suivantes :

1) L'arrêté royal du 8 août 1997 portant des mesures en vue du développement de la gestion globale de la sécurité sociale, en application de l'article 9 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1er, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, a supprimé le Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale visé à l'article 39bis de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et l'a remplacé par l'ONSS-Gestion globale, visée à l'article 5 de la loi du

27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, tel que modifié par ledit arrêté royal du 8 août 1997.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il faut, dès lors, viser

> l'"ONSS-Gestion globale visée à l'article 5 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs" et non pas le "Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale visé à l'article 39bis de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.".

2) Il est proposé de remplacer les mots "ou le premier jour ouvrable qui suit si cette date tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié" par les mots "ou, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le prochain jour ouvrable.".

Une remarque similaire peut être formulée à l'égard des paragraphes 2 et 3 de l'article 1er et des articles 2 et 3.

3) Lorsqu'à l'intérieur d'une phrase, des subdivisions s'imposent, il est recommandé de les numéroter afin de faciliter la compréhension du texte, particulièrement lorsqu'il y est fait référence dans le texte. Il est proposé de remplacer la subdivision du paragraphe 1er en quatre tirets par une subdivision en 1°, 2°, 3° et 4°.

4) Dans les 3ème et 4ème tirets du projet, il convient de remplacer respectivement les mots "au Fonds visé dans ce paragraphe-ci" et les mots "par le Fonds visé dans ce paragraphe-ci" par les mots "à l'ONSS-Gestion globale" et par les mots "par l'ONSS-Gestion globale".

Cette remarque vaut également pour les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 1er, et pour les articles 2, 3 et 4 du projet.

B. Aux paragraphes 2 et 3, il convient en outre de remplacer respectivement les mots "au relevé visé au § 1er, 3ème tiret" et les mots "au relevé visé au § 1er, 4ème tiret" par les mots "au relevé visé au paragraphe 1er, 3°" et les mots "au relevé visé au paragraphe 1er, 4°".

C. On apportera aussi les modifications suivantes aux paragraphes 4 et 5 en projet, devenus respectivement les alinéas 2 des paragraphes 2 et 3 : les mots "Le montant visé au § 2" et les mots "Le montant visé au § 3" seront remplacés par les mots "Ce montant".

D. En ce qui concerne le paragraphe 5 (et l'article 3), il ne s'agit pas de verser les montants dus sur "un fonds particulier tel que" visé à l'article 110, § 3, de la loi du 30 mars 1994, mais bien, conformément à cette disposition, sur "le fonds particulier" visé par cette disposition. Le projet devra être adapté dans ce sens.

Compte tenu des nombreuses modifications suggérées ci-dessus, il est proposé la rédaction suivante pour l'article 1er du projet :

"Article 1er. § 1er. L'Administration des contributions directes transmet pour le quinzième jour de chaque mois ou, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le prochain jour ouvrable, à l'ONSS-Gestion globale visée à l'article 5 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, un relevé faisant apparaître :

1° l'ensemble, perçu au cours du mois écoulé, des soldes en matière de cotisation spéciale pour la sécurité sociale qui subsistent après déduction des retenues opérées conformément à l'article 109 de la loi du 30 mars 1994, modifié par la loi du 20 décembre 1995 et par l'arrêté royal du 8 août 1997 et du supplément visé à l'article 125, 1°, de la loi du 30 mars 1994;

2° le total, remboursé ou imputé sur l'impôt sur les revenus au cours du mois écoulé, des excédents en matière de cotisation spéciale pour la sécurité sociale qui subsistent après déduction des retenues opérées conformément à l'article 109 de la loi du 30 mars 1994 modifié par la loi du 20 décembre 1995 et par l'arrêté royal du 8 août 1997 et du supplément visé à l'article 125, 1°, de la loi du 30 mars 1994;

3° le produit à verser par l'Administration des contributions directes pour le mois écoulé à l'ONSS-Gestion globale, conformément à l'article 110, § 1er, alinéa 2, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales;

4° les excédents à rembourser par l'ONSS-Gestion globale pour le mois écoulé pour compte de l'Administration des contributions directes, conformément à l'article 110, § 3, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales.

§ 2. Le dixième jour du mois qui suit celui au cours duquel le relevé visé au paragraphe 1er est envoyé ou, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le prochain jour ouvrable, l'Administration des contributions directes verse à l'ONSS-Gestion globale le montant du produit visé au paragraphe 1er, 3°, pour le mois concerné.

Ce montant est versé au numéro de compte 000-0000000-00 de l'ONSS-Gestion globale, avec mention des mots "cotisation spéciale pour la sécurité sociale" et du mois et de l'année concernés.

§ 3. Le dixième jour du mois, qui suit celui au cours duquel le relevé visé au paragraphe 1er est envoyé ou, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le prochain jour ouvrable, l'ONSS-Gestion globale rembourse pour compte de l'Administration des contributions directes le montant des excédents visés au paragraphe 1er, 4°, pour le mois concerné.

Ce montant est versé sur le fonds particulier visé à l'article 110, § 3, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales.".

Articles 2 et 3
(devenant les articles 3 et 4)

De l'accord du fonctionnaire délégué, il est proposé de rédiger ces articles comme suit :

"Art. 3. Le dixième jour du deuxième mois qui suit celui durant lequel le présent arrêté est publié au Moniteur belge ou, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le prochain jour ouvrable, l'Administration des contributions directes verse sur le numéro de compte mentionné à l'article 1er, § 2, alinéa 2, le montant total du produit qui a été réalisé par l'Administration des contributions directes jusqu'à la fin du mois qui précède le mois pour lequel un relevé visé à l'article 1er, § 1er, a été transmis.

Art. 4. Le dixième jour du deuxième mois qui suit celui durant lequel le présent arrêté est publié au Moniteur belge ou, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le prochain jour ouvrable, l'ONSS-Gestion globale rembourse, pour compte de l'Administration des contributions directes, sur le fonds particulier visé à l'article 1er, § 3, alinéa 2, le montant total des excédents qui ont été restitués par l'Administration des contributions directes jusqu'à la fin du mois qui précède le mois pour lequel un relevé visé à l'article 1er, § 1er, a été transmis.".

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

In het derde lid zou het woord "uitgebracht" vervangen moeten worden door het woord "van".

Het vierde lid dient vervangen te worden door de volgende leden :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad van 26 juli 1997 over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 5 januari 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

Bepalend gedeelte

Algemene opmerkingen

De artikelen en paragrafen worden genummerd met Arabische cijfers : in de Franse tekst dienen het eerste artikel en de eerste paragraaf genummerd te worden met een rangtelwoord (1er).

In de tekst zelf van de bepalingen moeten de bijvoeglijk gebruikte rangtelwoorden voluit worden geschreven (vijftiende, tiende, enz.).

Artikel 1

Er is geen reden om de tekst in te delen in paragrafen wanneer elke paragraaf slechts één lid bevat. Om de tekst beter te kunnen begrijpen, wordt evenwel voorgesteld respectievelijk de paragrafen 2 en 4 en de paragrafen 3 en 5 samen te voegen tot één paragraaf. Bijgevolg zouden er nog slechts drie paragrafen overblijven.

A. Bij paragraaf 1 behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1) Het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 houdende maatregelen met het oog op de uitbouw van het globaal beheer van de sociale zekerheid, met toepassing van artikel 9 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4° van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, heeft het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, waarvan sprake is in artikel 39bis van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, afgeschaft en vervangen door de "RSZ-Globaal Beheer", genoemd in artikel 5 van de wet van 27 juni

1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, zoals het is gewijzigd bij het genoemde koninklijk besluit van 8 augustus 1997.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat bijgevolg behoort te worden verwezen naar de

> "RSZ-Globaal Beheer", genoemd in artikel 5 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en niet naar het "Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid", genoemd in artikel 39bis van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers".

2) Voorgesteld wordt de woorden "of de eerste werkdag die volgt indien deze datum op een zaterdag, een zondag of een feestdag valt", te vervangen door de woorden "of als die dag een zaterdag, een zondag of een feestdag is, op de volgende werkdag.".

Een soortgelijke opmerking kan worden gemaakt in verband met de paragrafen 2 en 3 van artikel 1 en de artikelen 2 en 3.

3) Wanneer een zin moet worden onderverdeeld is het ter wille van de begrijpelijkheid van de tekst raadzaam de onderdelen te nummeren, in het bijzonder wanneer er in de tekst naar wordt verwezen. Voorgesteld wordt de onderverdeling van paragraaf 1 in vier streepjes, te vervangen door een onderverdeling in 1°, 2°, 3° en 4°.

4) In de tekst onder het derde en vierde streepje van het ontwerp dienen respectievelijk de woorden "aan het onder deze paragraaf vermelde Fonds" en de woorden "door het onder deze paragraaf vermelde Fonds" vervangen te worden door de woorden "aan de RSZ-Globaal Beheer" en de woorden "door de RSZ-Globaal Beheer".

Deze opmerking geldt tevens voor de paragrafen 2, 3 en 4 van artikel 1, en voor de artikelen 2, 3 en 4 van het ontwerp.

B. In de paragrafen 2 en 3 dienen bovendien de woorden "op de opgave waarvan sprake is in § 1, 3de gedachtenstreep" en de woorden "op de opgave waarvan sprake is in § 1, 4de gedachtenstreep" respectievelijk vervangen te worden door de woorden "op de opgave bedoeld in paragraaf 1, 3°" en de woorden "op de opgave bedoeld in paragraaf 1, 4°".

C. Tevens dienen in de ontworpen paragrafen 4 en 5, die respectievelijk het tweede lid van de paragrafen 2 en 3 zijn geworden, de volgende wijzigingen te worden aangebracht : de woorden "Het in § 2 bedoelde bedrag" en de woorden "het in § 3 bedoelde bedrag" dienen vervangen te worden door de woorden "Dat bedrag".

D. Wat paragraaf 5 (en artikel 3) betreft, gaat het er niet om de verschuldigde bedragen te storten in "een bijzonder fonds als bedoeld in artikel 110, § 3, van de wet van 30 maart 1994" maar wel, overeenkomstig die bepaling, in het "bijzonder fonds" bedoeld in die bepaling. Het ontwerp zal in die zin moeten worden aangepast.

Gelet op de talrijke wijzigingen die hierboven in overweging worden gegeven, wordt voor artikel 1 van het ontwerp de volgende redactie voorgesteld :

"Artikel 1. § 1. De Administratie der directe belastingen zendt tegen de vijftiende dag van elke maand of, als die dag een zaterdag , een zondag of een feestdag is, op de daaropvolgende werkdag, aan de RSZ-Globaal Beheer, genoemd in artikel 5 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, een opgave met de volgende vermeldingen :

1° de som van de saldi inzake bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid die overblijven na aftrek van de overeenkomstig artikel 109 van de wet van 30 maart 1994, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995 en bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997, gedane inhoudingen en van het supplement genoemd in artikel 125, 1°, van de wet van 30 maart 1994, welke som in de afgelopen maand is geïnd;

2° het totaalbedrag van de overschotten inzake bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid die nog bestaan na aftrek van de overeenkomstig artikel 109 van de wet van 30 maart 1994, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995 en bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 gedane inhoudingen en van het supplement genoemd in artikel 125, 1°, van de wet van 30 maart 1994, welk totaalbedrag in de loop van de afgelopen maand is teruggestort of verrekend met de inkomstenbelastingen;

3° de opbrengst die de Administratie der directe belastingen voor de afgelopen maand aan de RSZ-Globaal Beheer dient te storten overeenkomstig artikel 110, § 1, tweede lid, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen;

4° de overschotten die door de RSZ-Globaal Beheer voor de afgelopen maand voor rekening van de Administratie der directe belastingen teruggestort dienen te worden overeenkomstig artikel 110, § 3, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen.

§ 2. Op de tiende dag van de maand na die waarin de in paragraaf 1 genoemde opgave wordt toegezonden of, als die dag een zaterdag, een zondag of een feestdag is, op de daaropvolgende werkdag, stort de Administratie der directe belastingen aan det RSZ-Globaal Beheer het bedrag van de opbrengst bedoeld in paragraaf 1, 3°, voor de betrokken maand.

Dat bedrag wordt gestort op rekeningnummer 000-0000000-00 van de RSZ-Globaal Beheer, met vermelding van de woorden "bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid" en van de betrokken maand en het betrokken jaar.

§ 3. Op de tiende dag van de maand na die waarin de in paragraaf 1 genoemde opgave wordt toegezonden of, als die dag een zaterdag, een zondag of een feestdag is, op de daaropvolgende werkdag, stort de RSZ-Globaal Beheer, voor rekening van de Administratie der directe belastingen, het bedrag van de overschotten genoemd in paragraaf 1, 4° terug voor de betrokken maand.

Dat bedrag wordt gestort in het bijzonder fonds bedoeld in artikel 110, § 3, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen."

Artikelen 2 en 3
(die de artikelen 3 en 4 worden)

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat voor die artikelen de volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 3. Op de tiende dag van de tweede maand na die waarin dit besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt of, als die dag een zaterdag, een zondag of een feestdag is, op de daaropvolgende werkdag, stort de Administratie der directe belastingen op het in artikel 1, § 2, tweede lid, vermelde rekeningnummer, het totale bedrag van de opbrengst die de Administratie der directe belastingen heeft tot stand gebracht tot aan het einde van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor een opgave genoemd in artikel 1, § 1, is toegezonden.

Art. 4. Op de tiende dag van de tweede maand na die waarin dit besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt of, als die dag een zaterdag, een zondag of een feestdag is, op de daaropvolgende werkdag, stort de RSZ-Globaal Beheer voor rekening van de Administratie der directe belastingen in het bijzonder fonds genoemd in artikel 1, § 3, tweede lid, het totale bedrag van de overschotten terug die door de Administratie der directe belastingen zijn teruggegeven tot het einde van de maand vóór de maand waarvoor een opgave genoemd in artikel 1, § 1, is toegezonden.".

La chambre était composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS, président,
de Heren voorzitter,

Y. KREINS, conseillers d'Etat,
P. QUERTAINMONT, staatsraden,

P. GOTHOT, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame B. VIGNERON, greffier assumé
Mevrouw toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. JOTTRAND, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON J.-J. STRYCKMANS